

du 1er avril 2012 au 31 mars 2013

Rapport Annuel

Conseil consultatif sur la
réglementation des professions de la
santé (CCRPS)



Table des matières

Mandat du Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé	1
Gouvernance du Conseil consultatif	1
Secrétariat du Conseil consultatif	3
Activités en 2012-2013	3
Recherche et élaboration des politiques	3
Présentations ministérielles	4
Gestion des opérations	6
Présentations et communications	6
État financier du 1 ^{er} avril 2012 au 31 mars 2013	6

Mandat du Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé

Le Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé (CCRPS), organisme créé en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* (la Loi), a pour fonction de conseiller le ou la ministre de la Santé et des Soins de longue durée sur la réglementation des professions et des professionnels de la santé en Ontario, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- la nécessité de réglementer les professions de la santé non réglementées;
- la nécessité de déréglementer les professions de la santé déjà réglementées;
- les modifications à la Loi;
- les modifications des lois régissant les professions de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois;
- les questions concernant les programmes d'assurance de la qualité et les programmes de relations avec les patients mis sur pied par les ordres professionnels du secteur de la santé;
- toute question que le ou la ministre soumet au CCRPS concernant la réglementation des professions de la santé.

À cet égard, le ou la ministre se fie aux recommandations du CCRPS à titre de source indépendante de renseignements, d'analyses et de conseils pour la formulation des politiques publiques. Le CCRPS prodigue ses conseils et exerce ses activités indépendamment du ou de la ministre et du ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD), des ordres de réglementation des professionnels de la santé, des associations de professionnels de la santé réglementés et d'autres parties prenantes qui s'intéressent aux questions faisant l'objet de ses conseils.

Le CCRPS prépare ses recommandations conformément aux objectifs de la Loi pour :

- garantir la réglementation et la coordination des professions de la santé dans l'intérêt public;
- garantir l'établissement et le respect de normes d'exercice appropriées;
- garantir la possibilité pour les particuliers d'avoir accès aux services des professions de la santé de leur choix;
- garantir la possibilité pour les particuliers d'être traités avec sensibilité et respect dans leurs rapports avec les professionnels de la santé, les ordres de réglementation des professionnels de la santé et la Commission d'appel et de révision des professions de la santé (CARPS).

Gouvernance du Conseil consultatif

Conformément à la *Loi sur les professions de la santé réglementées*, le CCRPS se compose d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ou de la ministre. Comme l'exige la Loi, les membres du CCRPS ne sont pas ou n'ont jamais été fonctionnaires ou membres d'une profession de la santé réglementée. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du Conseil consultatif à la présidence et un autre à la vice-présidence. Le président doit veiller à ce que le CCRPS s'acquitte des responsabilités consultatives et autres que la Loi confère au président, au secrétaire et au Conseil.

Au cours de l'année, la composition du Conseil consultatif a connu des modifications. Au 31 mars 2013, le CCRPS était composé des membres suivants :

- **Thomas Corcoran (président)** — M. Corcoran est président du conseil de MEMOTEXT Corporation et de NexgenRx Inc. et administrateur de LifeCapital Holdings, d'ArtsandTV Inc. et propriétaire fondateur de Stonegate Group. M. Corcoran est également président de la section ontarienne de l'Institut des administrateurs de sociétés (ICD) et président sortant de Bridgepoint Health. Il a aussi occupé des postes de cadre supérieur, dont ceux de vice-président et de directeur général de la division britannique de la compagnie d'assurance Canada-Vie, et de vice-président à IBM Canada. M. Corcoran est un chef de file dans le domaine de la gouvernance du secteur bénévole. Il a été administrateur de l'Université de Waterloo, président du conseil consultatif et président de l'Université de Waterloo, président du conseil d'administration de Crescent School, président et président du conseil de l'Ontario Chamber of Commerce, administrateur de la Chambre de commerce du Canada et récipiendaire de la médaille de la Confédération du Canada en 1992.
- **Rex Roman, Ph.D. (vice-président)** — M. Roman est actuellement vice-président du Comité d'éthique de la recherche de l'Hôpital Women's College. Il a récemment terminé une formation de chercheur-boursier en santé mentale et en éthique au service de psychiatrie de l'Hôpital Women's College. Auparavant, il a travaillé pour le Réseau local d'intégration de services de santé (RLISS) de Mississauga-Halton et a dirigé une étude démographique de l'allocation de ressources en santé mentale. Il a également été associé de recherche au Centre conjoint de bioéthique. Il est titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Toronto.
- **Robert Carman (membre)** — M. Carman a occupé bon nombre de postes de haut niveau à la fonction publique qui comportaient des mandats de transformation. Dans ses fonctions de sous-ministre au ministère des Services sociaux et communautaires, de secrétaire du Conseil des ministres et de greffier du Conseil exécutif du Conseil de gestion du gouvernement, il a constamment renforcé la reddition de comptes et amélioré les normes au sein du gouvernement de l'Ontario. Après sa retraite de la fonction publique, il est demeuré actif dans ce milieu, notamment en coprésidant le Groupe de travail Train Rapide Québec/Ontario. M. Carman a également occupé des postes de direction dans le secteur privé, chez Weston Foods, auprès d'une firme nationale de relations gouvernementales et comme président du conseil d'administration d'un hôpital de la région de Toronto et d'une firme d'ingénieurs. Aujourd'hui président de Namrac & Associates Ltd., une société de consultation sur les politiques publiques, il est forestier de formation et titulaire d'un B.Sc.F. de l'Université de Toronto, où il a obtenu son diplôme avec une médaille d'or. Il est membre de l'Ordre du Canada (1995), a été honoré par le Forum des politiques publiques, et il est récipiendaire de la Médaille Vanier de l'Institut d'administration publique du Canada.
- **Martha Powell (membre)** — Martha Powell est retournée dans sa ville natale, Thunder Bay, après avoir travaillé plus de 20 ans dans le domaine des communications intégrées et de la production à Toronto. Elle a tour à tour été secrétaire de production pour Pierre Berton chez My Country Productions, a travaillé 16 ans chez McGrath & Associates où elle a commencé comme régisseuse de plateau et a terminé comme présidente de la société, a été vice-présidente directrice d'une société nationale de fonds communs de placement avant d'être propriétaire de sa propre agence de techniques de communications commerciales. Elle a toujours cherché à offrir à ses clients les meilleures normes qui soient en matière de qualité de production et de techniques de communications commerciales. Elle a excellé dans la production et la recherche dans plusieurs secteurs des affaires, notamment le secteur financier, pharmaceutique, des télécommunications, du transport routier et de la fonction publique. Mme Powell a siégé à plusieurs conseils d'administration de sociétés et de société sans but lucratif, notamment : McGrath & Associates Inc., Side Effects Corporation, Spin Productions

Inc., Triangle Productions Inc., Motivation Industrial Equipment Corp., en plus d'avoir été présidente associée du comité de financement 2009-2010 de Thunder Bay à Habitat pour l'humanité. *Mme Powell a démissionné du Conseil Consultatif en vertu du décret du 27 juin 2012.*

- **Peggy Taillon (membre)** — Mme Taillon a dirigé le Conseil canadien de développement social (CCDS), le plus ancien organisme canadien de politique sociale et de recherche, à l'occasion d'une période sans précédent de renouveau qui a commencé en 2008. Juste avant de travailler au CCDS, elle a été vice-présidente principale à l'Hôpital d'Ottawa, après avoir été directrice générale du Groupe d'étude sur la mise en œuvre de la réforme des services de santé mentale. Aujourd'hui, elle œuvre pour diverses organisations bénévoles, comme l'International Initiative for Mental Health and Disability Leadership, l'Inner City Health Project, le Conseil consultatif des normes d'accessibilité de l'Ontario et le réseau de recherche sur l'amélioration de la santé des populations placé sous l'égide de l'Agence de la santé publique du Canada. Elle a également fondé la HERA Mission of Canada, qui met sur pied de nombreux projets de développement destinés à donner aux enfants et aux femmes du Kenya occidental des outils d'autonomisation. Originaire de South Porcupine, une petite ville du nord de l'Ontario, Mme Taillon a fait ses études à Toronto et à Ottawa; elle est diplômée en travail social et en droit, en plus d'être titulaire de diplômes d'études supérieures spécialisées en médiation et en négociation.
- **Saïd Tsouli (membre)** — M. Tsouli est titulaire d'un MBA de l'INSEEC de Paris, en France, et occupe actuellement un poste de directeur de comptes à la Banque Royale du Canada, ainsi qu'un poste d'expert-conseil chez Incon Industrial Ltd. Par le passé, il a été président de Samar Portfolio, une entreprise spécialisée dans l'exportation. Il a été membre du bureau du conseil d'administration de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO de London-Sarnia). En outre, il a activement participé aux activités de la mosquée de London (Ontario), et a occupé le poste de directeur général de la section de London (Ontario) de l'Association musulmane du Canada. Il a également été directeur général du Regroupement multiculturel francophone de London et membre de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.

Secrétariat du Conseil consultatif

Le CCRPS est appuyé dans son travail par des employés de la fonction publique de l'Ontario, qui constituent son secrétariat permanent. Ils sont employés en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et bénéficient de tous les droits et avantages que cette loi leur confère. Ils sont rattachés au MSSLD par l'intermédiaire de la Division de la stratégie des ressources humaines dans le domaine de la santé. Le Secrétariat est chargé de gérer les activités et les affaires quotidiennes du Conseil consultatif conformément aux politiques, aux procédures et aux directives gouvernementales et d'appuyer le Conseil consultatif en menant des consultations et des travaux de recherche sur les politiques en vue de la préparation des recommandations et des conseils officiels présentés à la ministre ou au ministre par le CCRPS. La coordonnatrice générale ou le coordonnateur général encadre l'élaboration, la planification et la mise en œuvre des plans d'activités et des plans opérationnels, ainsi que les systèmes et les procédures permettant la gestion administrative efficace du CCRPS, qui embauche occasionnellement des personnes à forfait pour des missions spéciales.

Sous la direction de Laura Niles, la coordonnatrice générale, le Secrétariat a ajouté à titre temporaire les postes de responsable du Secrétariat et d'analyste des politiques à son effectif, qui inclut déjà une adjointe administrative et une analyste des politiques. Entre septembre 2012 et le 31 mars 2013, le poste de

responsable du Secrétariat a été ajouté pour soutenir la coordonnatrice générale dans ses nouvelles responsabilités au sein de la Division de la stratégie des ressources humaines dans le domaine de la santé.

Activités en 2012-2013

Recherche et élaboration des politiques

Sur la base des critères de juillet 2011 relatifs aux professions de la santé demandant une réglementation aux termes de la Loi, la priorité du CCRPS a porté sur l'application des critères aux présentations ministérielles en cours. Au terme de chaque projet, le Secrétariat et le Conseil consultatif ont élaboré une synthèse des enseignements tirés pour faire en sorte que les procédures actuelles du CCRPS bénéficient de ces améliorations constantes.

Présentations ministérielles

Faisant suite aux lettres de la ministre de la Santé et des Soins de longue durée, l'honorable Deb Matthews, le CCRPS a élaboré un échéancier pour chaque présentation au 31 mars 2012 (voir les tableaux 1 et 2), en précisant l'état actuel de chaque présentation et les révisions apportées au calendrier.

Tableau 1 : Présentations accomplies

Présentation
Traitement du conjoint <i>Description</i> : Formulation de conseils visant à déterminer s'il y a lieu que des solutions de remplacement soient prévues par la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> (la Loi) s'agissant des dispositions sur la révocation obligatoire et le traitement du conjoint par les membres de professions de la santé réglementées. <i>Rapport final</i> : http://hprac.org/fr/reports/resources/TheSpousalPatient_Combined_Final_FR_secured.pdf
Adjoints au médecin <i>Description</i> : Formulation de conseils visant à déterminer s'il y a lieu que la profession d'adjoint au médecin soit réglementée en vertu de la Loi, que ce soit de manière indépendante ou conjointement à une profession existante, en vue d'établir, le cas échéant, le domaine d'exercice, les actes autorisés, le modèle de réglementation et les titres réservés aux membres de cette profession. <i>Rapport final</i> : http://www.hprac.org/fr/reports/resources/PA_FR_VOL_1_FINAL_efile_completeFINALAODAS2_nosignatures.pdf

Tableau 2 : Présentation en cours

Présentation	Échéance	Phase
Auxiliaires dentaires <i>Description</i> : Formulation de conseils visant à déterminer s'il y a lieu que la profession d'auxiliaire dentaire soit réglementée en vertu de la Loi, en vue d'établir, le cas échéant, le domaine d'exercice, les actes autorisés et les titres réservés aux membres de cette profession, en tenant compte des activités de ces praticiens en ce qui touche les radiographies et l'emploi d'autres formes d'énergies, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces activités sont réalisées. <i>Activités accomplies</i> : Les examens de la recherche ont été réalisés et le rapport est en cours de rédaction.	31 décembre 2013	Rédaction du rapport
Ambulanciers paramédicaux et auxiliaires médicaux d'urgence <i>Description</i> : Formulation de conseils visant à déterminer s'il y a lieu que les professions d'ambulancier paramédical et d'auxiliaire médical d'urgence soient réglementées en vertu de la Loi, en vue d'établir, le cas échéant, le domaine d'exercice, les actes autorisés et les titres réservés aux membres de ces professions. <i>Activités accomplies</i> : Trois examens de la recherche majeurs ont été réalisés, la demande de réglementation a été soumise et le programme de consultation a été planifié.	31 décembre 2013	Consultation
Technologues en échographie diagnostique <i>Description</i> : À partir d'un rapport du CCRPS publié en 2000 qui recommandait la réglementation des technologues en échographie diagnostique, formulation de recommandations à propos de la pertinence des conseils donnés et, le cas échéant, suggestion d'ajouts. <i>Activités accomplies</i> : Le calendrier a été mis à jour et trois examens sont en cours en vue de préparer le programme de consultation.	30 juin 2014 ¹	Recherche
Podologie/podiatrie² <i>Description</i> : Étude des questions relatives à la réglementation de la podologie et de podiatrie et formulation de conseils visant à déterminer s'il y a lieu d'apporter des modifications aux lois en vigueur se rapportant à ces professions apparentées, et si oui, comment le faire. <i>Activités accomplies</i> : Pendant la période d'examen, la planification du projet et une étude de haut niveau sur la portée de celui-ci ont été menées à bien.	À déterminer	Planification

¹ Lettre au président du CCRPS, 7 mai 2013; échéance portée au 30 juin 2014.

² Idem; la présentation doit commencer au plus tard en janvier 2014.

Gestion des opérations

Au cours de l'exercice, les membres du Secrétariat ont conçu et mené à bien différentes activités opérationnelles, notamment :

- la tenue à jour de l'infrastructure nécessaire à la tenue des téléconférences bimensuelles du CCRPS, y compris des vidéoconférences en ligne pour compléter les réunions « physiques » que le CCRPS organise tous les deux mois;
- la tenue à jour d'une infrastructure Web visant à soutenir toutes les activités du CCRPS à l'aide d'un référentiel d'information dématérialisé;
- des activités de recherche et de développement portant sur une nouvelle structure de sondage fondée sur les critères du CCRPS, afin de faciliter la collecte de données pendant la phase de consultation des présentations;
- l'obtention d'un éditeur de rapport pour tous les rapports majeurs et la conception des pages couvertures;
- la tenue à jour d'outils de gestion de projet pour améliorer l'efficacité des activités et processus internes;
- la mise à jour du manuel relatif aux opérations internes;
- l'obtention de services pour veiller à ce qu'il soit tenu compte des exigences prévues par la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dans tous les rapports majeurs.

Présentations et communications

Au cours de l'exercice, le président a pris la parole devant plusieurs organismes et a pris part à des conférences et à des rencontres ayant pour thème la réglementation des professions de la santé en Ontario. Citons notamment les intervenants et événements suivants :

- la conférence HealthAchieve de l'Association des hôpitaux de l'Ontario;
- l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario;
- les Ordres de réglementation des professionnels de la santé de l'Ontario (ORPSO);
- l'Ordre des denturologistes de l'Ontario;
- une co-présentation du Pediatric Oncology Group of Ontario (POGO) et du CCRPS; et
- un colloque sur l'échographie diagnostique.

Les membres du Secrétariat ont en outre traité plus de 35 demandes de renseignements du public et des professionnels de la santé. Ces demandes ont été traitées par divers moyens (courrier postal, appels téléphoniques et courriels).

État financier du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

Le budget du Conseil consultatif est intégré à celui de la Division de la stratégie des ressources humaines dans le domaine de la santé. Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, le CCRPS a engagé les dépenses suivantes :

Salaires et avantages sociaux 196 657 \$

Charges de fonctionnement	202 564 \$
Total	399 221 \$

Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé

56, rue Wellesley Ouest
12e étage
Toronto, Ontario, Canada M5S 2S3

Téléphone: 416-326-1550
Interurbains sans frais: 1-888-377-7746
Télécopieur: 416-326-1549

Site web: www.hprac.org/fr
Twitter: <http://Twitter.com/CCRPSOntario>
Corriel: hpracwebmaster@ontario.ca

